



Hélène Normand-Prunières

Centre ville de Kuala Lumpur entre modernité et tradition (quartier du village urbain de Kampung Baru)

Les pôles de compétitivité malaisiens

Égalité inter ethnique dans l'accès à la connaissance

Hélène Normand-Prunières

La Malaisie est une exception en Asie du Sud-Est tant par son statut politique – une fédération de 14 États – que par sa multi ethnicité. Au 19^e siècle lors des débuts de l'exploitation des ressources naturelles de la péninsule malaise par le colonisateur britannique – la population locale était peu nombreuse, l'afflux de migrants (en provenance des Indes, en particulier de Ceylan, ainsi que du sud-est de la Chine) accompagné d'investissements anglais, a permis un rapide développement économique. Une partie de ces immigrants – d'origine chinoise – ont pris le contrôle des rouages économiques du pays, abandonnant aux Malais le seul travail manuel de la terre.

Cette situation a perduré après l'accession à l'indépendance du pays, le 31 août 1957. La minorité malaise a réussi cependant à obtenir le contrôle politique de la nouvelle fédération de Malaya. Dix ans après l'indépendance la situation économique des personnes appartenant à l'ethnie malaise restait inchangée, et l'espoir a laissé la place à la désillusion à mesure que le poids des membres de l'ethnie chinoise dans la sphère politique du pays augmentait¹. Les tensions inter ethniques résultant de cet état des choses ont conduit le gouvernement à déclarer l'état d'urgence pour la deuxième fois le 14 mai 1969. En 1971², une fois l'état d'urgence levé, la NEP (nouvelle politique économique) mise en place devient le schéma directeur de la politique du développement du pays. Elle a pour

objectifs principaux : l'éradication de la pauvreté³ et la résolution des conflits inter ethniques, grâce au développement économique du pays. Ce développement économique connaîtra trois grandes phases après cette date : l'utilisation du BTP comme levier de la croissance économique en réponse à un exode rural massif en direction de la capitale dès l'introduction de la NEP jusqu'au début des années 1990, qui sera contrebalancée par la création de nouveaux pôles de croissance, qui se verront eux mêmes renforcés par la création de nouveaux pôles de compétitivité dès 1998, les « corridors ».

La croissance que connaît la Malaisie tend à prouver l'efficacité de ces mesures d'un point de vue économique. Leur impact concernant les inégalités sociales et inter ethniques ne peut être considéré comme satisfaisant. Le recentrage sur les NTIC afin d'aider au développement des corridors de croissance peut-il apporter une solution aux inégalités inter ethniques comme le promet l'UMNO⁴ ?

L'urbanisation comme réducteur des inégalités ethniques et sociales

La Malaisie est un pays de tradition rurale dans lequel les villes⁵ « modernes »⁶ ont vu le jour grâce à l'introduction

1. En particulier aux élections législatives de mai 1969 au cours desquelles pour la première fois depuis l'indépendance, l'Alliance (association de partis multi ethnique ayant négocié l'indépendance et dirigé le pays depuis 1955) ne parvint pas à réunir la majorité absolue au sein de l'Assemblée de l'État de Selangor.

2. La Malaisie utilise un système de planification par plans quinquennaux, celui voyant la mise en place de la NEP étant le 2^e plan malaisien.

3. S'il s'agit de l'objectif premier du gouvernement, c'est que la pauvreté – et en particulier la pauvreté rurale – touche à plus de 70 % la minorité malaise du pays, minorité dont font partie les dirigeants politiques et de qui ils tiennent leur légitimité.

4. L'UMNO est un des trois partis de l' « Alliance », association de partis multi ethniques qui dirige le pays.

5. Une ville en Malaisie est un regroupement d'habitations hébergeant plus de dix mille habitants.

6. Nous utilisons ici le terme « moderne » pour définir une ville dont le développement est planifié et qui jouit des attributs de la modernité (eau potable, système de drainage, code de la construction...) en opposition aux villes malaises « traditionnelles » dont les principes de développement sont différents (Fee C. V., 1998).

Les Annales de la recherche urbaine n°101, 0180-930-X, 2006, pp.119-126
© MTETM, PUCA



Hélène Normand-Prunières

Maison rurale actuelle

du système de « résidents »⁷ par le Royaume-Uni lors de sa colonisation progressive des sultanats de la péninsule. Dès 1890, les « Town Sanitary Boards », progressivement épaulés par les « Public Works Departments » (Andaya, 1982), ont pris en charge la planification urbaine, car les constructions sauvages réalisées lors de l'arrivée massive d'immigrants en provenance de Chine et des Indes dégradaient fortement les conditions sanitaires des centres urbains ayant émergé à proximité des sites industriels nouvellement exploités⁸. Avant la colonisation britannique, les centres urbains de la Malaisie se résument aux centres marchands situés sur la route maritime reliant les Indes à la Chine *via* le détroit de Melaka, ainsi qu'aux cités royales des divers sultanats qui y prospéraient alors. Jusqu'à l'indépendance du pays l'amélioration des conditions sanitaires et l'accès à l'éducation n'ont pour but que de chercher à fixer la main-d'œuvre et d'en augmenter la productivité.

En 1955 un ministère de l'éducation est créé, qui ouvre l'accès à l'éducation en zone rurale par la création d'écoles gouvernementales à l'échelle nationale, alors que la scolarisation des enfants était jusque là un luxe réservé aux membres des classes sociales supérieures résidant en milieu urbain – donc implicitement d'origine européenne ou chinoise –, ainsi qu'à l'aristocratie locale.

Les conditions du développement économique ont donc entraîné une fracture sociale entre les membres de l'ethnie malaise et ceux issus de la minorité chinoise, car les premiers, de part leur isolement géographique n'ont à la fois pu bénéf-

ficier ni de la croissance économique ni de l'éducation, les sites de leur développement étant peu nombreux (les plus importants étant alors ceux des zones d'exploitation minière de Selangor, Perak et Sungei Ujong, ainsi que les entrepôts de Melaka, Penang et Singapour).

Ce manque de cohésion sociale entre les différentes composantes ethniques du pays a été dès l'indépendance la plus grande menace pesant sur l'avenir du pays. Et si dans les faits, le problème de la pauvreté ne concerne pas exclusivement la population rurale, le gouvernement a décidé, dès la mise en place des premiers plans quinquennaux (1956)⁹, de se focaliser sur l'éradication de la pauvreté rurale, et donc malaise.

Mais les fonds utilisés afin de financer les organismes nouvellement créés dans le but de permettre l'éradication de la pauvreté rurale (tels que le FELDA ou le RISDA, (Andaya B.W., 1982) ont été pris sur des fonds qui servaient

7. Conseillers de la Couronne d'Angleterre aidant les souverains locaux dans la gestion des affaires de leur royaume, hormis les questions religieuses ou ayant trait à la tradition

8. Des villes telles que Taiping ou Kuala Lumpur sont sorties de terre grâce au *boom* de l'étain en Europe. Kuala Lumpur a vu sa population passer de deux habitants en 1857 à plus de 25 000 en 1895, lorsqu'elle devient capitale des états fédérés.

9. Les deux premiers (1956 et 1961) prennent le nom de « Five years Plans », le premier « Malaysian Plan » commence en 1966. La Malaisie est aujourd'hui dans son neuvième plan..

à l'amélioration des conditions de vie des immigrés chinois déplacés pendant le premier état d'urgence dans les *New Villages*¹⁰. D'où le nouvel état d'urgence le 14 mai 1969 après que des émeutes raciales aient explosé dans la capitale faisant plusieurs centaines de morts. Il est décidé cette fois afin de parvenir à l'éradication de la pauvreté en Malaisie de faire participer l'ethnie malaise à la croissance économique du pays et non plus de la laisser enfermée dans son carcan agricole.

Favoriser l'exode rural

Pour faire participer l'ethnie malaise à la croissance économique malaisienne et la sortir de la pauvreté il faut que ses membres aient accès à un emploi (non qualifié car la plupart n'ont reçu aucune éducation) mais leur offrant des perspectives d'avenir. La seule opportunité qui s'offre à eux est donc de migrer en milieu urbain.

Dans un premier temps, le gouvernement utilisera le prétexte de ces fortes migrations urbaines, qu'il a lui-même induites, afin de justifier les programmes gigantesques de construction immobilière à Kuala Lumpur, qui, si ils servent de levier économique à la croissance du pays, ont aussi pour fonction – en plus de celle de loger ces nouveaux arrivants – de leur fournir un emploi.

La construction de ces grands ensembles est alors influencée par un urbanisme progressiste – la rationalisation de l'espace étant une nécessité induite par sa rareté ainsi que par le coût de ces programmes gigantesques de construction (lors du 6^e plan malaisien, la construction de 543 000 logements a été prévue). Les dirigeants gouvernementaux espèrent créer un homme nouveau en lui offrant un nouveau type d'habitat qui aurait la capacité de transformer le caractère des Malais afin d'en faire de vrais salariés ou entrepreneurs capitalistes.

Cette politique fonctionne tout au long de l'OPPI (« Outline Perspective Plan » n° 1, guide de la mise en pratique de la NEP), c'est-à-dire de 1971 à 1990. Si l'objectif à court terme dépasse les espérances gouvernementales, la rapide saturation du foncier de la capitale limite les possibilités de développements immobiliers futurs, tant à usage d'habitation qu'à usage industriel.

Le besoin en terrains du gouvernement pour ses projets immobiliers et la raréfaction des terrains disponibles, qui de surcroît sont la propriété de membres de la minorité chinoise (ayant racheté les terrains des concessions d'étain une fois les mines épuisées) entraînent une forte spéculation.

Si le gouvernement n'attend pas la saturation totale de la capitale avant de proposer des solutions à son désengorgement (la ville satellite de Petaling Jaya voit le jour en 1952 suivie par celle de Shah Alam en 1964), il faut attendre la mise en application de la NEP pour que de nouveaux

centres économiques soient planifiés en dehors de la vallée Klang (qui abrite la capitale).

L'urbanisation des Malais est un succès, mais leur participation dans l'activité économique du pays est décevante. L'urbanisation ne suffit pas à transformer la population rurale en entrepreneurs chevronnés pouvant commercer à armes égales avec les membres de la minorité chinoise. La première solution proposée par le gouvernement en vue de pallier le manque d'entrepreneuriat malais est la création des FTZ – ou *Free Trade Zone* – au cours du deuxième plan malaisien¹¹, qui comme leur nom l'indique, ont pour objet de faciliter les échanges commerciaux. De quelle façon ? La construction de nouveaux sites industriels, à proximité de grandes concentrations urbaines (qui servent de réservoir de main-d'œuvre) a pour but de fournir des infrastructures modernes à même d'attirer des entreprises désireuses de s'implanter en Malaisie et peinant à trouver des locaux disponibles dans la vallée Klang.

Si la création des FTZ fut un succès en termes de dynamique de la croissance économique, les résultats ne furent encore une fois pas à la hauteur des espérances de la population malaise, pour qui la situation en zone urbaine s'avérait plus précaire que celle qu'ils venaient de quitter à la campagne. Car le flux de l'exode rural ne faiblissant pas, la construction de logements gouvernementaux ne pouvait satisfaire la demande, forçant les migrants les plus pauvres à se tourner vers les villages urbains (Goldblum C., 1987) dans leur quête de logement.

La précarité de cette situation tient au type même de logement proposé et à l'absence de droits qui en découle, de nombreux villages urbains étant érigés sur des réserves malaises qui n'autorisent que la construction de bâtiments temporaires, et étant la propriété de personnes appartenant à l'ethnie chinoise (à près de 70 % en 1970) qui sous louent leurs habitations en toute illégalité. Entre 1970 et 1990, la population de ces villages urbains a doublé (Bt Omar D., 2003) pour atteindre 234 093 personnes. C'est pourquoi lors du troisième plan malaisien, le concept de *New Growth Centres* est mis en avant. Les NGC consistent en la création de pôles d'attraction proposant tous les attributs nécessaires à l'intégration de la population rurale malaise dans

10. L'édification de ces nouveaux villages en zone rurale avait pour but de couper le réseau de ravitaillement de la guérilla communiste (qui opérait ses attaques contre l'autorité britannique depuis des bases secrètes situées dans la forêt primaire) par la population chinoise ayant été forcée de migrer en zone rurale pendant l'occupation japonaise, en déplaçant cette population chinoise rurale dans ces nouveaux villages qui, sous couvert de les « protéger » de cette guérilla communiste, permettait en fait leur surveillance (grâce à l'encercllement de ces villages par des grillages électrifiés dont l'accès n'était possible que par une seule porte monumentale gardée par l'armée britannique, l'électrification des rues et un quadrillage des rues facilitant les rondes armées).

11. La première sera créée à Bayan Lepas en 1971 (elle est d'ailleurs aujourd'hui le siège de la deuxième *cyber city* que le pays ait construite).



Hélène Normand-Prunières

Quartier commercial et résidentiel pour les étudiants dans le Multimedia Super corridor

de nouvelles zones urbanisées, regroupant des lieux dédiés à la formation ainsi qu'à l'éducation, offrant des possibilités d'emploi ainsi que des espaces de vie (hébergement, lieux de détente, espaces verts...).

Deux types de NGC sont créés qui répondent à deux problématiques différentes. Les premiers sont un prolongement des FTZ autour desquels des villes satellites ou villes nouvelles sont érigées dans le but de désengorger les centres urbains à proximité desquels ils avaient été implantés, tels que ceux de Georgetown, Ipoh, Johore Bharu, Kuantan ou Kota Bharu.

Les deuxièmes répondent à un objectif de fixation de la population rurale malaise dans les *frontier zones* – zones rurales peu développées sujettes à un *Land Development Scheme* tel que celui du TETENGAH (Salleh G., 2000) en permettant le développement économique de ces régions par la stimulation des activités commerciales et industrielles.

Pour la première fois avec la mise en place des NGC, l'insertion des membres de la minorité malaise au monde économique intègre tous les aspects de la vie sociale.

Mais ces programmes ont une limite, leur succès dépendant du bon vouloir des entreprises à s'installer en dehors de la vallée Klang. Le gouvernement décide donc, lors de l'introduction de la *New Development Policy*, en 1991, de réactualiser des outils offrant des avantages fiscaux aux entreprises pionnières. Le plus convainquant est l'« Investment Incentive Act »¹², qui permet à ces entreprises pionnières de bénéficier d'une réduction substantielle d'impôts (variant de 70 à 85 %) pendant les cinq premières années de leur activité dans la mesure où elles choisissent de s'implanter dans les zones définies par le gouvernement comme NGC ou FTZ.



Hélène Normand-Prunières

Enfant jouant sur une courside d'un habitat social

Développer l'éducation

En 1951 le gouvernement ouvre la première école gouvernementale. Auparavant, les ouvertures d'écoles étaient dues à des initiatives individuelles et leur fonctionnement se faisait à l'aide de fonds privés. Elles étaient réservées à une élite (classe marchande, aristocratie ou expatriés), les Malais ruraux les plus chanceux ne connaissant que les écoles coraniques. Entre 1949 (date de la fondation de l'Universiti Malaya) et 1996 (date de la fondation de l'Universiti Sabah Malaysia) le pays se dote d'un système éducatif public complet que le gouvernement décide d'utiliser dans ses objectifs d'éradication de la pauvreté chez l'ethnie malaise afin de réduire les disparités entre les minorités chinoises et malaises.

Si, jusqu'en 1971, l'enseignement supérieur était donné en anglais (pour des raisons de prestige et de facilité, la plupart des étudiants poursuivant leurs études dans des pays anglophones), le gouvernement décide d'utiliser après cette date la langue nationale, le Bahasa Melayu, à tous les degrés de l'enseignement sous le prétexte de l'intégration de l'ensemble de la population de la Malaisie dans un processus de création d'une « nation malaisienne ». Un système de quotas est aussi mis en place à l'entrée des *colleges* et des universités réservant 30 % de leurs places aux membres de la minorité malaise.

Ces méthodes ont permis aux malais d'accéder aux études supérieures en plus grand nombre. Mais cette tactique risque aujourd'hui de freiner le développement du pays qui, depuis 1996 essaye de développer les NTIC (impliquant donc une maîtrise de l'anglais) pour atteindre l'objectif de « Wawasan 2020 ».

La Malaisie se devait donc d'opérer des modifications au sein de son système éducatif afin de pouvoir répondre aux nouvelles exigences économiques. Cela l'a amenée à la création de ses nouveaux pôles de compétitivité, les « corridors ».

12. Voté en 1968 et amendé en 1972 puis 1986.



Hélène Normand-Prunières

Maison témoin pour classes moyennes dans le Multimedia Super corridor

Le Malaysian Super Corridor

Les pôles de compétitivité malaisiens ont plusieurs objectifs : permettre un développement économique plus homogène des territoires (grâce au développement des secteurs secondaires et tertiaires des états les moins développés), réduire les inégalités inter-ethniques grâce à un meilleur accès à l'information et à la connaissance et créer un environnement favorable au développement des NTIC dans le but de parvenir au statut de pays développé.

Le choix de se fonder sur les FTZ plutôt que sur les NGC afin de construire les futurs corridors est dû à la nécessité d'une forte activité économique pré existante ainsi qu'à la présence d'infrastructures performantes qui puisse supporter les corridors, ce que ne pouvait fournir la plupart des NGC.

Les corridors diffèrent principalement des NGC par la taille de leurs infrastructures et l'inclusion dans leur logique de développement de centres de formation supérieure et de recherche technologique qui ont pour but de fournir la main-d'œuvre formée aux NTIC nécessaire aux entreprises accréditées au statut de « MSC Company » pour s'implanter dans les corridors. Les centres de formation supérieure ont une vocation plus professionnelle que les établissements ayant pu être créés dans les NGC. Le Malaysian French Institute situé dans le MSC par exemple forme des techniciens en mécanique.

C'est en 1995 que le programme du MSC voit le jour, en réponse au besoin de développement des NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication) initié par le Premier Ministre D' Mahatir Muhammad cinq ans plus tôt, lors du lancement de « Wawasan 2020 »¹³.

Le MSC est une zone de 15 kilomètres de large sur 50 de long qui relie l'aéroport international de Kuala Lumpur (ou « KLIA » inauguré en 1998), situé à l'extrême sud du corridor, au centre économique de KL, composé du KLCC – Kuala Lumpur City Centre – (dans lequel se trouvent



Hélène Normand-Prunières

Constructions commerciales neuves (compartiments chinois) dans un New Growth Centre

les tours Petronas, siège social de nombreuses multinationales telles que Petronas, l'Oréal, ainsi que des hôtels, un centre commercial et d'autres immeubles à usage de bureaux) et la tour Menara (tour de télécommunications dont se servent les télé et les radios émettant en Malaisie ainsi que les services de téléphonie mobile).

Au centre de ce corridor, trois pôles ont été créés et développés grâce au MSC : Cyber Jaya (la première ville intelligente de la Malaisie dans laquelle se sont déjà installées des sociétés telles que Shell, HSBC, DHL, IBM, BMW ou Ericsson), l'université Putra Malaysia à Serdang qui, grâce à son association avec le MTDC (Malaysian Technology Development Corporation) est centrée sur la recherche et le développement des NTIC et enfin le TPM – Technology Park Malaysia, dont les 300 hectares de terrain sont dotés des infrastructures Hi Tech à même d'accueillir les entreprises dotées du statut MSC.

La situation géographique du corridor est stratégique, elle vise à en assurer le succès. Le choix de son emplacement – une de ses extrémités se trouvant à Kuala Lumpur il est donc directement connecté à la vallée Klang, cette zone possédant la plus grande concentration d'industries et d'entreprises de tout le pays – a été opéré dans le but d'attirer l'implantation de nouvelles entreprises en Malaisie, certes à l'écart des zones de grande densité industrielle mais à l'intérieur des flux d'échanges, dans un parc d'infrastructures Hi Tech imaginé dans le but de satisfaire des entreprises du milieu des NTIC.

Une autre raison du succès du corridor est due au cumul des chantiers nationaux dans cette zone à même d'intéresser ces entreprises (création de l'aéroport international en 1998, ainsi que de la nouvelle capitale fédérale

13. La politique « Horizon 2020 » qui est lancée en 1991 a pour objectif de faire de la Malaisie un pays développé en 2020, et ce à l'aide du développement des NTIC comme dynamique de la croissance dans le secteur économique.



Hélène Normand-Prunières

Vue des tours Petronas, Kuala Lumpur City Centre

Putra Jaya, lignes de Komuter permettant un accès facile à toute la vallée, puis lancement du KLIA Ekspres) en les sécurisant sur leur intégration aux flux d'échanges ainsi qu'en leur apportant la certitude de trouver de la main-d'œuvre, les villes nouvelles se développant sur cet axe en même temps que la nouvelle capitale fédérale. Tous ces facteurs ajoutés aux avantages de l'« Investment Incentive Act », cumulés à celui des « MSC Status Company » convaincront les entreprises de s'implanter dans ce corridor.

La classe moyenne qui a émergé avec le développement des programmes de croissance économique y voit elle aussi un grand intérêt¹⁴, les projets immobiliers « de logement social » produits par le gouvernement étant relayés par ceux des promoteurs immobiliers privés qui vantent les mérites des surfaces plus étendues des logements construits dans les villes nouvelles comparativement aux prix pratiqués à Kuala Lumpur¹⁵, ainsi que l'accessibilité (présence du Komuter, d'autoroutes...) de ces nouveaux logements, de même qu'ils leur garantissent la sécurité de leur investissement du fait de la proximité de l'implantation d'universités

et de collègues que la pression foncière de la capitale a repoussé vers ces nouvelles banlieues.

La présence de ces centres de formation supérieure s'explique par le fait que la Malaisie a pris pour exemple les États d'Irlande et d'Israël qui, afin d'attirer des entreprises NTIC ont non seulement proposé de bonnes infrastructures, une taxation avantageuse mais aussi un réservoir de personnel éduqué dans cette branche tant dans le domaine technique que dans celui de la recherche, cette composante étant essentielle dans le schéma de développement économique à travers les NTIC de Dedrick et Kraemer, « As technology transforms the economy, national development increasingly depends on the capacity to acquire and apply knowledge » (1999). Dès 1998, 115 entreprises (dont 1/3 de compagnies étrangères) ont demandé le statut de MSC company et en mars de la même année, 84 sont effectivement implantées sur le site.

Déjà le premier ministre fait le constat du manque de main-d'œuvre qualifiée pour ces entreprises. Si le gouvernement avait anticipé un manque de main-d'œuvre qualifiée dans ce domaine en prévoyant l'édification au sein du MSC de la première université multimédia de la Malaisie, sa seule présence ne peut pas combler le besoin de ces entreprises en employés formés aux NTIC pendant la période du 7^e plan malaisien, que le premier ministre estime à 50 000 personnes (*The New Straits Times*, 1998). C'est pourquoi l'éducation est inscrite parmi les sept applications phare du MSC (Rais Abdul Karim M., 2003) et ce à deux niveaux : celui de la recherche et du développement, mais aussi en développant l'utilisation des NTIC dans les formations scolaires primaires et secondaires.

Le MSC a aussi servi de vitrine à la Malaisie en prouvant au monde entier que les conditions optimales y étaient réunies pour accueillir des entreprises des NTIC et leur permettre de prospérer. L'argument *marketing* semble avoir porté ses fruits puisque l'expérience des pôles de compétitivité de deuxième génération va être reconduite.

La deuxième génération de pôles de croissance malaisiens

Le neuvième plan malaisien vient d'être inauguré au mois de mars de cette année et prévoit la création de trois nouveaux corridors au cours de ce plan quinquennal, ainsi que le développement de plusieurs NGC. Le East coast Development Corridor est un projet dont le développement sera assuré

14. L'achat de biens immobiliers étant la première source d'épargne de cette classe sociale.

15. Une maison en bande de 160 m² habitables dans la ville nouvelle de Bangi revenant au même prix qu'un appartement de bas standing de 70 m² dans la capitale.

par la compagnie Petronas (compagnie malaisienne exploitant les ressources en gaz naturel et en pétrole du pays) qui inclut les États de Pahang, Trengganu et Kelantan, situés sur la côte est de la péninsule comme le laisse entendre son nom. Il englobe la nouvelle FTZ de Gebeng Industrial Estate (284 hectares) située dans le port de Kuantan, et verra son activité centrée sur l'industrie (la pétrochimie, les automatismes, l'électronique, l'industrie agricole, notamment à destination du traitement de l'huile de palme) ainsi que le trafic portuaire.

Le Northern Development Corridor sera pour sa part géré par deux compagnies (Sime Darby et PNB) et concernera les États de Perak, Perlis et le district de Seberang Prai (appartenant à l'État de Penang)

Le South Johor Development Corridor a, quant à lui été inauguré par le Premier Ministre le 30 juillet 2006. Son surnom de « Hong Kong » malaisien en dit long sur ses objectifs économiques et le rôle que devra y jouer Singapour ainsi que sur les raisons du montant de l'investissement nécessaire (15 milliards de Ringgit Malaysia pour développer une surface de 10 000 hectares¹⁶). La *cyber city* de Nusajaya est déjà en cours de réalisation, elle sera la quatrième du pays, après Putrajaya, Bayan Lepas – dans l'État de Penang – et Kulim, dans l'État de Kedah, inaugurée le 18 août 2006.

Nous n'avons à l'heure actuelle que peu d'informations sur ces nouveaux corridors, leur mise en œuvre étant trop récente. La seule certitude est qu'ils seront calqués sur celui du MSC et seront dotés d'une *cyber city*, d'une FTZ, de villes nouvelles et de centres de formation supérieure et de recherche et développement, mais la plupart de ces chantiers n'en sont pas encore au stade du projet dessiné. Comme l'a reconnu le ministre du commerce international et de l'industrie (Datuk Seri Rafidah Aziz) lors de l'inauguration fin juillet du corridor de Johore, il ne reste qu'à « remplir les blancs » (Sawatan J., 2006). Les États ne bénéficiant pas d'un projet de développement d'un corridor au cours du neuvième plan malaisien ne seront pas en reste, toujours selon Rafidah, certaines FTZ se voyant dotées de *Cyber cities* (Bayang Lepas et Kulim) alors que les États du Sabah et du Sarawak verront se développer des NGC sur leur territoire.

Un développement économique au risque de l'exclusion sociale

Les objectifs de la mise en place de corridors en Malaisie sont à leur origine dictés par la NEP et ont donc logiquement comme but de favoriser le développement économique des États les moins favorisés en permettant une diversification de leur économie dans le but d'y réduire la pauvreté. Les États de Pahang, Trengganu, Kelantan,

Sabah et Sarawak semblaient donc être la cible privilégiée de ces nouveaux programmes.

Or, en mars 2006, lors du dévoilement du neuvième plan malaisien, le Premier Ministre Dato Abdullah Ahmad Badawi rend publique la liste des trois corridors qui seront créés au cours de ce plan quinquennal et curieusement, ne sont concernés que trois des cinq États que nous venons de citer, laissant de côté les États de Sabah et de Sarawak, Negeri Sembilan, Melaka, Selangor ainsi que le territoire fédéral, alors que les États de Perlis, Kedah, Penang et Johore vont en bénéficier.

Si la création d'un « Northern » et d'un « East-coast » corridors semble être dans la suite logique du plan de développement du pays par le biais du développement économique des régions les moins développées, la création annoncée au mois de juillet d'un corridor dans l'État de Johore, déjà très dynamique économiquement, laisse perplexe une grande partie de la population locale qui se sent délaissée car elle ne bénéficie d'aucun projet de développement d'un corridor.

La nouvelle politique économique n'est pas contradictoire avec la politique de discrimination positive à destination de l'ethnie malaise – les États non concernés par la création d'un corridor possédant une proportion de membres appartenant à l'ethnie malaise inférieure à ceux qui vont profiter de leur développement, bien que certains, comme Penang et Johore, soient déjà très dynamique économiquement. Mais elle modifie l'ordre d'importance des objectifs créés sous la NEP : l'éradication de la pauvreté rurale passe au second plan au profit de l'objectif d'une croissance économique soutenue en vue d'atteindre le statut de pays développé en 2020, maintenant que 70 % de la population malaisienne réside en milieu urbain.

De ce point de vue, le choix de l'emplacement des nouveaux corridors semble stratégique, car ils permettront de structurer un tissu économique et industriel s'étalant sur plusieurs États, augmentant par là même leur dynamisme économique afin d'attirer des entreprises d'envergure internationale tournées vers les NTIC, qui constituent selon le gouvernement malaisien, l'avenir de la croissance économique du pays.

Si économiquement ce geste paraît logique, il est en totale inadéquation avec la politique de la NEP, qui cherchait à réduire les inégalités de développement entre les différents États de la péninsule. Ces inégalités sont d'ailleurs reproduites par le gouvernement qui ne redistribuera au cours du 9^e plan malaisien que 9,5 % des allocations fédérales à l'État de Sabah (qui est pourtant celui dans lequel la population vivant sous le seuil de pauvreté est la plus nombreuse), alors que pour la même période, celui de Selangor (qui bénéficie déjà par ailleurs des retombées économiques induites par le MSC) recevra 23 % de ces allocations.

On ne peut attribuer aux NTIC la capacité de réduire la disparité entre population urbaine et population rurale

16. Comparé aux 24 millions de RM qu'aura coûté le développement des 1440 hectares de la FTZ de Kulim à Perak créé en 1994.

malaise alors que certains foyers sont encore dépourvus du téléphone et de l'électricité et que seuls 20 % des foyers malaisiens sont pourvus d'un ordinateur.

Le développement des NTIC épaulé par l'introduction d'une culture de la connaissance (qui a fait ses premiers pas lors du lancement de cours d'informatique à l'échelon national) ne pourra donc bénéficier que marginalement à une population rurale.

Si la bipolarisation de la société qui existait depuis le 19^e siècle entre Chinois urbains et Malais ruraux semble se résorber grâce à l'urbanisation d'une partie de la population rurale malaise – qui, de fait, va pouvoir bénéficier du même accès aux NTIC que la minorité chinoise – c'est pour laisser la place à une fracture sociale plus grande entre population rurale et urbaine. Les tensions ethniques induites par l'urbanisation de la minorité malaise ont été remplacées par d'autres (entre la population rurale et la population urbaine, l'écart des revenus de ces deux populations ayant augmenté depuis la mise en place de la NEP, ou entre la population des États malais développés et moins développés).

Dans de nombreux pays développés, comme en Malaisie, près de 10 % de la population vit encore sous le seuil de pauvreté. N'est-ce pas à réduire cette fracture que doit s'atteler la nouvelle politique économique ?

Si la discrimination positive était justifiée par le retard économique de la minorité malaise, existe-t-il une limite à son utilisation (la définition d'un revenu minimum à atteindre par la population malaise, la possession d'un certain pourcentage de parts dans l'économie nationale...)?

Toutes ces mesures se sont succédé dans un laps de temps d'à peine trente ans. Le temps n'est-il pas la donnée manquante de tous ces programmes visant à augmenter la participation de l'ethnie malaise dans la vie économique du pays ? Les cadres sociaux des Malais ont été bousculés, de même que leurs modes de vie et leurs traditions. Leur obstination au maintien de leur résidence rurale ne serait-elle pas un signe de leur volonté de ralentir un processus d'urbanisation et de technicisation induit par le gouvernement et inappropriable ?

Références bibliographiques

Andaya B. W & L.Y., (1982), *A history of Malaysia*, Houndmills, Palgrave Publishers Ltd.

Aslam M., (2003), *Development planning and regional imbalances in Malaysia*, FEA Working Paper n° 2003-5

Bt Omar D., (2003), *Sustainable development and housing : residential development in public new towns in Peninsular Malaysia*, Kuala Lumpur, Working Paper 1st APNHR Conference.

Dedrick & Kraemer, (1999), « National policies for the Information Age : IT and Economic Development », Université de Californie, Centre for Research on Information Technology and Organizations.

Fee C. V., (1998), « Architecture », *The encyclopedia Of Malaysia*, vol. 5, Singapore, Archipelago Press.

Fernando J. M., (2002), *The making of the Malayan constitution*, MBRAS Monograph n° 31.

Goldblum C., (1987), *Métropoles d'Asie du Sud-est*, Paris, L'Harmattan.

Government of Malaysia, (2006), *Ninth Malaysian Plan*, Kuala Lumpur, Percetakan Nasional Malaysia Bhd.

Harris G. W., (1998), *Malaysia Super Corridor*, An IFIP WG 9.4 Position Paper.

Rais Abdul Karim M., (2003), *E-Government in Malaysia*, Kuala Lumpur, Pelanduk Publications.

Salleh G., (2000), *Urbanization and Regional Development in Malaysia*, Kuala Lumpur, Utusan Publications & Distributors Sdn Bhd.

Sawatan J., (2006), « SJER Provides Ample Opportunities For Investment », Says Rafidah, Kuala Lumpur, Bernama, 29/08/06.

Sirat M., Che Hamat A. F., Abdul Aziz A. R., Rahim A., Salleh H., Yaakob U. Hj., (1999), *Pulau Pinang*, Penerbit Universiti Sains Malaysia.

Sirat M., Ghazali S., (1999), *Globalization of economic activity and third world cities : a case study of Kuala Lumpur*, Kuala Lumpur, Utusan Publications & Distributors Sdn Bhd.

Stewart I., (2003), *The Mahathir legacy, a nation divided, a region at risk*, Singapore, Allen & Unwin.

Biographie

Hélène Normand-Prunières doctorante en sociologie à l'Institut des Mers du Nord, Maison de la Recherche en Sciences de l'Homme de Dunkerque, rédige une thèse *L'ubiquité résidentielle, résistance ou adaptation au changement ?* sous la direction de Marion Segaud. Elle a publié « Balik kampung and urban shelters space's appropriation », pp. 76-86, 1st APHR Conference on Housing and Sustainable Urban Development, 1-4 juillet 2003 ; « Malaysian dwellings : clash or complementarity between rural and urban shelters ? », ENHR New Researchers Conference, 29-30 juin 2004. h_normand_prunieres@yahoo.fr